



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACQUISITION D'EQUIPEMENTS DE SUIVI NATURALISTE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique.)

MARCHE N°2025-7100-23

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'équipements de suivi naturaliste.

Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.
Tél : 05-94-25-53-70

Personne signataire

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts.

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI	4
1.3. PERSONNE HABILEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE	5
2.1. OBJET DU MARCHE.....	5
2.2. PROCEDURE	5
2.3. CLASSIFICATION CPV	5
3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	5
3.1. ALLOTISSEMENT – LIEUX D'EXECUTION – MONTANT DE COMMANDE.....	5
3.2. FORME DU MARCHE.....	5
3.3. TRANCHES OPTIONNELLES	5
3.4. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
3.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.6. CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....	5
3.7. CLAUSE DE REEXAMEN.....	5
4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	6
5. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
5.1. UNITE MONETAIRE	6
5.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	6
5.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	6
5.3.1. FACTURATION	6
5.3.2. TRANSMISSION DES FACTURES	6
5.3.3. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	7
5.3.4. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	8
5.3.5. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	8
5.4. AVANCE.....	8
5.5. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE.....	8
6. PENALITES	8
6.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	9
6.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	9
7. DROIT, LANGUE.....	9
8. ASSURANCE	9
9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	9
9.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	10
9.2. TRAVAIL CLANDESTIN	10
9.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	10
9.4. HYGIENE ET SECURITE DES SALAIRES.....	10
9.5. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	10

10.	RESILIATION.....	10
11.	MODALITES DE RECEPTION.....	10
11.1.	VERIFICATIONS ET ADMISSION	10
11.2.	GARANTIES	11
12.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	11
12.1.	Lot 1 :.....	11
12.1.1.	ENREGISTREURS SONORES :.....	11
12.1.1.	MICROPHONE SUPPLEMENTAIRE POUR SONG METER MINI 2 :	11
12.1.2.	PROTECTION DE MICROPHONE.....	11
12.1.3.	FRAIS D'EXPEDITION ET DE DOUANE LOT 1	11
12.2.	Lot 2 :.....	12
12.2.1.	PIEGES PHOTOGRAPHIQUES.....	12
12.2.1.	FRAIS D'EXPEDITION ET DE DOUANE LOT 2	12
12.3.	Lot 3 :.....	12
12.3.1.	CHARGEURS ACCUMULATEURS :.....	12
12.3.1.	TESTEUR DE BATTERIE :	14
12.3.2.	ACCUMULATEURS AA.....	14
12.3.3.	CARTES SD	14
12.3.4.	CABLES DE SECURITE.....	15
12.3.5.	SANGLES	15
12.3.6.	GRAISSE SILICONE.....	15
12.3.1.	FRAIS D'EXPEDITION ET DE DOUANE LOT 3	15
12.4.	Lot 4 :.....	15
13.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	16
14.	DEROGATIONS AU CCAG	16

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05-94-25-53-70

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Robinson LUCAS, Chef de projet gestion et valorisation des usages.

☎ : 06 94 46 97 39 ✉ : robinson.lucas@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne ✉ quentin.bounan@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Monsieur Robinson LUCAS, Chef de projet gestion et valorisation des usages.

☎ : 06 94 46 97 39 ✉ : robinson.lucas@onf.fr

Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : acs.dfa@onf.fr

2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'équipements de suivi naturaliste.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

3232300-2	Enregistreurs de son
31158100-9	Chargeurs de batterie
38651000-3	Appareils photographiques
90713000-8	Services de conseils environnementaux

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Allotissement – Lieux d'exécution – Montant de commande

Le marché est découpé en quatre lots.

Le lieu d'exécution est le territoire de la Guyane, 541 Route de Montabo 97300 CAYENNE.

3.2. Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché ponctuel forfaitaire.

3.3. Tranches optionnelles

Sans objet.

3.4. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires, l'ONF pourra recourir aux modifications des marchés (art. R.2194-2 à 4 du Code de la commande publique) ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du Code de la commande publique). Le montant de ces prestations similaires ne pourra excéder 20% du montant initial du marché.

3.5. Durée et délais d'exécution

La durée du marché est équivalente à la durée d'exécution des prestations. La durée d'exécution des prestations est celle indiquée par le titulaire dans son offre.

3.6. Clause d'exclusivité

Sans objet.

3.7. Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique l'Acheteur se réserve la possibilité de réduire ou d'augmenter les quantités commandées.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services dans sa version la plus récente ;
- L'offre du titulaire, dont le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

5.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires. Ils sont définitifs et fermes.

5.3. Modalités essentielles de paiement

5.3.1. Facturation

La transmission des factures seront envoyées de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après à l'article 5.3.2.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché : 2025-7100-23
- le numéro d'engagement du bon de commande,
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

5.3.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro du marché : n° 2025-7100-23
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 00 497

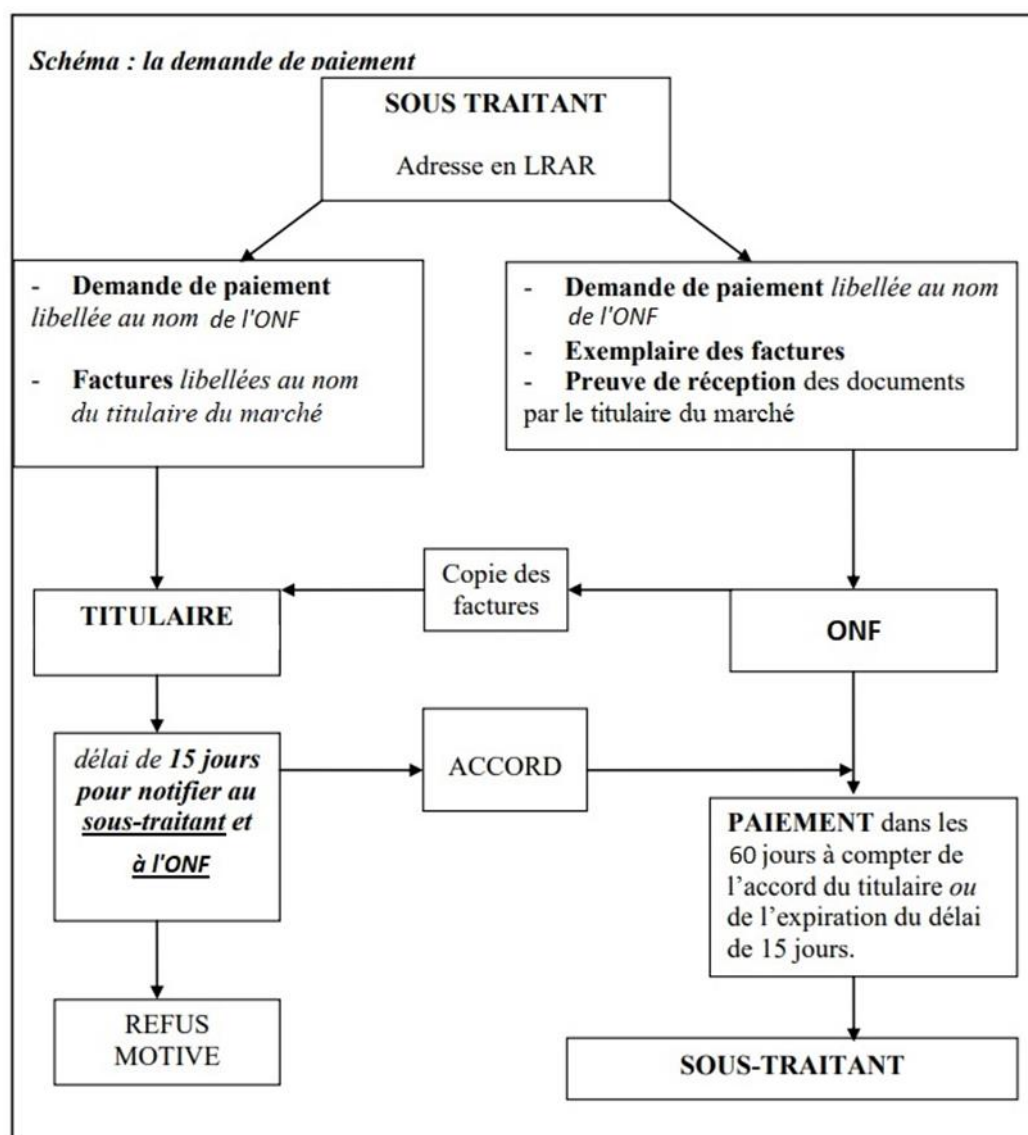
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

5.3.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 5.3.2.



(Les documents peuvent être envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail).

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

5.3.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour les marchés de service forestier et à 60 jours maximum pour les autres marchés.

Ce délai court à compter de la date de dépôt de la facture sur la plateforme Chorus (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans les documents contractuels n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

5.3.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

5.4. Avance

Une avance forfaitaire pourra être versée conformément aux articles R.2191-3 à 19 et R.2193-17 à 21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19.

5.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

6. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG FCS.

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande.

L'ONF se réserve le droit d'appliquer également les pénalités suivantes :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans l'exécution des prestations	50€	Par jour de retard

6.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

6.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de la commande.

7. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

8. ASSURANCE

Les titulaires du marché doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les titulaires du marché fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel étranger figure sur le registre de chantier que le titulaire met à disposition du chef de projet ONF pendant l'exécution des commandes.

9.2. Travail clandestin

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires du marché s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Hygiène et sécurité des salariés

Le titulaire prend dans l'organisation et l'exécution de son travail, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'ONF.

Le titulaire assure sa propre sécurité et celle de ses salariés dans le strict respect de la réglementation.

9.5. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : www.actradis.fr

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution du présent marché. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification du marché, sous peine de pénalité.

10. RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG-FCS.

11. MODALITES DE RECEPTION

11.1. Vérifications et admission

Les opérations de vérification s'effectuent à la demande du titulaire, en une seule fois, au plus tard le dernier jour du délai de livraison du marché, ou à la demande de l'ONF, acceptée du titulaire. Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

L'admission est prononcée sur le document co-signé du titulaire et de l'ONF intitulé « Opération de vérification valant admission ».

Les cas d'ajournement et de réfaction sont traités selon les pièces générales (CCAG FCS 2021) et mentionnés dans le document susvisé

11.2. Garanties

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

12. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le DROM de la Guyane n'étant pas soumis à la TVA, tous les prix devront être proposés hors TVA.

12.1. Lot 1 :

Le lot 1 a pour objet la fourniture et l'acheminement jusqu'au siège de l'ONF Guyane d'enregistreurs sonores et d'équipements associés.

12.1.1. Enregistreurs sonores :

Modèle :	Song Meter Mini 2 Li-Ion
Quantité :	60
Caractéristiques :	Alimentation par accumulateurs AA Lithium-ion Étanchéité IP 67

12.1.1. Microphone supplémentaire pour Song Meter Mini 2 :

Modèle :	Microphone supplémentaire pour enregistrement stéréo avec capuchon de protection
Quantité :	60
Caractéristiques :	Microphone supplémentaire pour enregistrement stéréo avec capuchon de protection

12.1.2. Protection de microphone

Modèle :	Paire de capuchons de protection de microphone
Quantité :	5
Caractéristiques :	Compatible avec le modèle Song Meter Mini 2 Lithium

12.1.3. Frais d'expédition et de douane lot 1

Cet item comprend les frais d'expédition et d'acquittement des droits de douane (octroi de mer) pour l'envoi des matériels et équipement du lot 1 au siège de la Direction Territoriale de Guyane sise au 541 Route de Montabo 97300 CAYENNE.

12.2. Lot 2:

Le lot 2 a pour objet la fourniture et l'acheminement jusqu'au siège de l'ONF de pièges photographiques et d'équipements associés.

12.2.1. Pièges photographiques

Modèle :	Le fournisseur est force de proposition sur le modèle et peut proposer des variantes. Celui-ci devra présenter des caractéristiques équivalentes au Browning Spec Ops Elite HP5 en termes de qualités photographique et de prix. Les appareils serviront notamment à la mise en place d'un protocole de suivi de la faune terrestre cynégétique par individus non marqués (Wiegers et al., 2024).
Quantité :	71
Caractéristiques :	<p>Les appareils étant destinés à de longs séjours en forêt tropicale humide, la capacité à fonctionner dans des conditions humides et isolées sera évaluée dans la notation. Norme attendue \geq IP66, IP67 particulièrement considérée.</p> <p>Résolution photo : 24 MP minimum</p> <p>Détection Capteur PIR (infrarouge passif NO GLOW) avec portée \geq 20 m</p> <p>Résolution vidéo : Full HD (1080p) ou 4K à 30 FPS</p> <p>Temps de déclenchement : 0,2 s</p> <p>Intervalle entre deux photos : 0,6 s</p> <p>Stockage : carte SD \geq 32 Go jusqu'à 512 Go</p> <p>Alimentation : 6 à 8 AA lithium-ion pour une autonomie \geq 4 mois</p> <p>Système de fixation : compatible sangles et antivol type cable « python »</p> <p>Température de fonctionnement 20°C à +60°C - Adapté aux variations climatiques de la Guyane</p>

12.2.1. Frais d'expédition et de douane lot 2

Cet item comprend les frais d'expédition et d'acquittement des droits de douane (octroi de mer) pour l'envoi des matériels et équipement du lot 2 au siège de la Direction Territoriale de Guyane sise au 541 Route de Montabo 97300 CAYENNE.

12.3. Lot 3:

Le lot 3 a pour objet la fourniture et l'acheminement jusqu'au siège de l'ONF de divers matériels nécessaires au suivi naturaliste :

12.3.1. Chargeurs accumulateurs :

Modèle :	À la discrétion du fournisseur
Quantité :	En fonction de la capacité du chargeur (4, 6 ou 8). Au total 96 accumulateurs AA devront pouvoir être chargés simultanément avec l'ensemble des chargeurs.

Caractéristiques :	<p>Chargeurs de piles compatible AA LR6 1.2V / 2.5AH Lithium-ion</p> <p>Capacité : minimum 4 piles AA</p> <p>Entrée : AC100-240V 50-60Hz</p> <p>Sortie : DC1.5 V AA 550mA</p> <p>Indicateur LED de charge</p> <p>Alimentation par prise USB-C ou secteurs normes française</p>
--------------------	--

12.3.1. Testeur de batterie :

Modèle :	À la discrétion du fournisseur
Quantité :	2 unités
Caractéristiques :	Chargeurs de piles compatible AA LR6 1.2V / 2.5AH Lithium-ion Capacité : minimum 4 piles AA Entrée : AC100-240V 50-60Hz Sortie : DC1.5 V AA 550mA Indicateur LED de charge Alimentation par prise USB-C ou secteurs normes française

12.3.2. Accumulateurs AA

Modèle :	À la discrétion du fournisseur
Quantité :	360 (pièges sonores) 568 (pièges photo)
Caractéristiques :	Accumulateurs (Piles) AA LR6 1.2V / 2.5AH Lithium

12.3.3. Cartes SD

Modèle :	Carte Sandisk Ultra SDXC Class 10
Quantité :	131
Caractéristiques :	64GO de capacité de stockage 80Mo/s minimum de vitesse de lecture 10Mo/s minimum de vitesse d'écriture.

12.3.4. Câbles de sécurité

Modèle :	Câble de type « Python » autobloquant avec serrure / cadenas. Permettant de sécuriser la plupart des modèles d'appareils (pièges photos et SM Mini 2) autour du tronc d'un arbre.
Quantité :	131
Caractéristiques :	Câble autobloquant et semi rigide en acier inoxydable multifibre Gaine plastique de protection contre la pluie Diamètre minimum 8mm Longueur minimum 1.80 m Cadenas intégré au câble ou fourni séparément avec le câble, idéalement à code ou à clé

12.3.5. Sangles

Modèle :	Sangle à cliquet permettant de fixer fermement les appareils, les caissons antivols et les systèmes de fixation orientables.
Quantité :	131
Caractéristiques :	Couleur vert foncé, noire ou camouflage 4m de longueur minimum Largeur de 2 cm

12.3.6. Graisse silicone

Modèle :	Graisse silicone pour robinetterie/sanitaires
Quantité :	500 ml minimum au total (nombre de tubes en fonction de la contenance)
Caractéristiques :	Insoluble dans l'eau Contenant en tubes avec applicateur

12.3.1. Frais d'expédition et de douane lot 3

Cet item comprend les frais d'expédition et d'acquittement des droits de douane (octroi de mer) pour l'envoi des matériels et équipement du lot 3 au siège de la Direction Territoriale de Guyane sise au 541 Route de Montabo 97300 CAYENNE.

12.4. Lot 4 :

Le lot 4 porte sur la conception d'un protocole de déploiement, d'analyse et de mesure des performances des méthodes de détection pour le suivi de la densité des coups de feu sur un axe linéaire routier à l'aide d'enregistreurs sonores.

Le protocole vise à la détermination de la densité de la pratique de la chasse par la construction d'un modèle spatial alimenté par la pose d'enregistreurs sonores captant les coups de feu le long de transects linéaires de 10 km établis le long des pistes forestières à l'aide de pièges sonores (Katsis and al., 2022).

La donnée brute sera croisée avec les items des enquêtes chasse qui décriront le taux de précision (rapport nombre de coup de feu par animal, nombre de moyen de tirs par sortie...).

Les transects seront établis à partir de points de fixation (camps) pour les zones usitées de longue date et accessibles et de fin de réseau pour les zones nouvellement désenclavées par un réseau de desserte.

La prestation du lot 4 comprendra :

- Un algorithme d'analyse des bandes sonores issues des enregistreurs sonores.
A partir des signatures sonores des coups de feu (calibre 12 et 22 LR notamment), cet outil devra identifier les dates/heures/minutes des coups de feu et les exporter dans un fichier .csv
L'outil se présentera sous la forme d'un exécutable, d'un package R ou d'une extension compatible avec un logiciel d'analyse sonore ou de tout autre logiciel libre de droits ou exécutable sans licence payante.
- Le code produit sera propriété de l'ONF qui réserve le droit de le publier gratuitement sur des plateformes scientifiques ou de programmation.
A cette fin, un fichier « readme » format .txt détaillant le code écrit pour la réalisation de l'algorithme, avec des notes du programmeur détaillant les différentes parties sera produit.
- Une note format .word proposant un protocole de déploiement et de mesure des performances des méthodes de détection pour le suivi de la densité des coups de feu sur un axe linéaire routier à l'aide d'enregistreurs sonores à l'aide d'enregistreurs SMmini2.

Les livrables de la prestation seront transmis via une plateforme numérique de transfert de fichier sécurisée.

13. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

14. DEROGATIONS AU CCAG

Le présent document déroge au CCAG FCS sur les articles :

- Article 14 du CCAG FCS (pénalité pour retard) ;